Allocution du Gouverneur de la BID pour le Guyana

À l'occasion de la 44ème Réunion annuelle du Conseil des Gouverneurs de la BID

Marrakech – Royaume du Maroc

29 radjab - 1er chaäbane 1440 (5 - 6 avril 2019)

Version originale : anglais

À l'occasion de la 44ème réunion annuelle du Groupe de la Banque islamique de développement qui se tient dans cette ville historique de Marrakech, au Royaume du Maroc, j'ai l'honneur et le privilège de transmettre, au nom du Président et du peuple de la République coopérative du Guyana, nos plus sincères félicitations aux dirigeants et au

personnel du Groupe de la BID pour cette nouvelle année encore couronnée de succès. J'adresse par la même occasion mes salutations les plus chaleureuses et mes remerciements les plus vifs à mes collègues les gouverneurs ainsi qu'au Conseil d'administration pour leur travail et l'appui qu'ils ont apporté à la République coopérative du Guyana.

Excellences,

Comme vous vous en souviendrez, le Guyana est devenu membre de l'OCI en 1998 et de la BID en 2016. Depuis lors, l'appui que le Guyana a reçu de la part de la BID a été unique, notamment par l'approche de l'institution en matière de formulation des programmes et d'approbation des projets. En 2018, trois opérations ont été approuvées, permettant au Guyana de bénéficier d'une subvention de 200.000 dinars islamiques pour la rénovation et la modernisation d'un établissement gériatrique ; d'une vente à tempérament de 20 millions USD pour étendre et moderniser le réseau de transport et de distribution d'électricité, ce qui a permis d'améliorer la qualité et la fiabilité de l'approvisionnement en énergie aux usagers ; et d'un partenariat à flux inversés financé par la Malaisie (0,3 millions USD), la BID (0,28 million USD) et le Guyana (montant équivalent) pour rendre la filière rizicole plus solide, productive et compétitive.

En 2018, nous avons également bénéficié d'une mission de programmation pour entamer la préparation de plusieurs nouveaux projets. Ces opérations constituent une réponse appropriée aux défis auxquels le Guyana est actuellement confronté, en raison de l'insuffisance de ses ressources nationales et de la diminution de l'aide bilatérale et multilatérale qu'il reçoit pour mettre en place l'infrastructure sociale et économique nécessaire afin d'assurer le « bien-vivre » à tous les Guyaniens.

Monsieur le Président,

Depuis notre dernière réunion annuelle, certaines « vérités gênantes » au sujet des accords de libre-échange dans le cadre de la mondialisation sont devenues plus évidentes : les économies développées se sont posées en chantres du commerce sans prêter attention aux personnes, et les accords commerciaux ont été étendus aux frontières nationales, avec pour conséquence la refonte des réglementations nationales et l'appropriation du savoir autochtone au nom du profit. Aujourd'hui, le monde commence à récolter les fruits bien amers d'un marché mondial qui fait fi de la justice distributive en perturbant la stabilité géopolitique tout en échouant à conclure des accords pour assurer la gouvernance de nos biens en commun. Nous sommes témoins de la fragmentation,

en lieu et place de la collaboration et de l'unité, ainsi que de la montée de nationalismes chauvins.

Excellences,

Nous avons tendance à nous intéresser à l'immédiat et au moyen terme. Or, il est clair que l'on ne peut se contenter du statu quo. Nous devons nous féliciter de la vision du Président, qui conduit le Groupe de la Banque islamique de développement sur une voie qui reconnaît l'importance de l'environnement, et de l'établissement de partenariats et de relations Sud-Sud en vue de l'édification d'économies résilientes, qui défendent le commerce sans perdre de vue que les personnes sont au cœur de toutes nos politiques, programmes et actions, et qui s'efforcent de remédier aux défaillances du marché du travail à travers la création d'emplois et en ciblant les chaînes de valeur mondiales. Ces programmes et instruments financiers de la BID n'aggraveront pas les divisions au sein de la société ni ne saperont le dialogue social dans les différents pays, comme semble le faire la mise en œuvre des règles actuelles de l'OMC et des banques. Toutefois, même si la pensée académique et politique semble s'employer à critiquer les accords commerciaux, force est de constater que la technologie et la demande de travailleurs hautement qualifiés - avec les inconvénients de la fuite des cerveaux qui en découlent - sont encore plus perturbateurs.

Nous devons permettre à nos pays de faire un bond en avant dans le 21ème siècle et au-delà, en reconnaissant en toute lucidité la nécessité de s'adapter aux nouveaux impératifs et changements mondiaux. À cet égard, les médias regorgent d'exemples, notamment la menace permanente pour l'intégration européenne (BREXIT) ; les réformes du secteur financier et de Bâle II et la tendance au recours aux mécanismes de réduction des risques, qui exposent fortement les transactions internationales, y compris les transferts de fonds vers les petits pays, tout en augmentant le coût des services de banques de correspondance ; et le retrait des grands pays des systèmes et structures mondiaux, comme l'Accord mondial sur le climat, du reste essentiel (ce qui constitue un obstacle vers le développement à travers l'industrialisation) pour sauvegarder l'économie bleue.

Excellences,

Le Guyana se tournera vers ses partenaires de développement, y compris la BID, pour tirer parti de son avantage comparatif régional en matière de ressources naturelles, notamment les forêts vierges, ses grandes réserves d'eau douce, les vastes terres agricoles arables et une grande variété de ressources végétales, animales et minérales. Notre situation géophysique et géopolitique stratégique en Amérique latine et dans les Caraïbes offre aux partenaires des secteurs public et privé une porte d'entrée idéale pour

collaborer et investir au Guyana, élargir le champ de leurs débouchés et accéder à des ressources rares.

Afin de réaliser ce potentiel, il est impératif pour nous de développer : (i) une infrastructure résiliente au climat et d'assurer la sécurité alimentaire et énergétique ; (ii) une main-d'œuvre qualifiée et dotée des bonnes compétences ; et (iii) une capacité d'entrepreneuriat, d'innovation et de créativité.

Excellences,

Je suis heureux de dire que, dans tous ces domaines, la BID a commencé à travailler avec le Guyana pour élaborer un programme de développement approprié ainsi qu'un plan d'action et de mise en œuvre. À cette fin, le Guyana a soumis à l'examen de la BID les initiatives d'investissement suivantes :

- Le développement et la construction de trois (3) mini-réseaux hydroélectriques et de liaisons routières dans nos vastes communautés de l'intérieur du pays
- La construction de plusieurs systèmes d'eau potable et d'assainissement
- Un partenariat à flux inversés dans les écosystèmes halal
- Un partenariat à flux inversés dans la formation technique et professionnelle, avec un accent particulier les besoins critiques de notre nouveau secteur pétrolier et gazier

Des possibilités en matière d'investissement dans le waqf sont en train d'être explorées pour soutenir nos initiatives de soins aux personnes âgées ; la construction d'autoroutes pour ouvrir des milliers d'hectares de terres agricoles tout en reliant les communautés et les marchés ; et le développement des ports maritimes pour améliorer la navigation et la compétitivité.

Le Guyana compte sur l'estimé Président de cette auguste institution et sur son personnel compétent et dévoué pour soutenir nos programmes ambitieux. Nous comptons de même sur vous, Excellences, pour formuler les politiques visant à soutenir le travail de la BID dans ses pays membres. Cette région est riche de milliers d'années d'expérience et de technologies éprouvées dont nous espérons bien bénéficier.

Excellences,

Le Guyana est ouvert aux affaires et nous vous invitons, vous et la BID, à vous associer à nous pour faire de notre quête de développement une réalité.